



## **Annexe C**

# **Synthèse de la Journée politique de la ville du 24 novembre 2023**

## Introduction

Afin de co-construire les propositions d'orientation du futur contrat de ville avec l'ensemble des acteurs du territoire rémois, une **Journée politique de la Ville** a été organisée le 24 novembre 2023 au stade Auguste Delaune. Cette journée a été organisée et animée conjointement par les services de la collectivité et de l'État, avec le concours de l'Agence d'Urbanisme de Développement et prospective de la Région Rémoise (AUDRR). Environ 150 personnes, représentant les signataires et le monde associatif, y ont participé.

Après les interventions introductives, la première séquence du matin avait pour objet de présenter le cadre de la nouvelle contractualisation 2024-2030. Ainsi, Monsieur Éric Briat, Directeur de la coordination des programmes, adjoint au DGD à l'ANCT a présenté le cadrage national de la politique de la ville et la méthode de découpage des quartiers. Ce qui a permis de sensibiliser les acteurs de la politique de la ville au nouveau découpage des QPV et expliquer les évolutions.

La deuxième séquence du matin avait pour objet de présenter les quatre axes du futur contrat de ville retenus par la collectivité et l'État. Les participants ont ensuite été invités à contribuer à leur déclinaison en priorités locales d'intervention. Leurs interventions ont permis de réaliser un visuel à partir duquel les quatre priorités ont pu être présentées.

Ces échanges ont permis de préparer le travail en ateliers de l'après-midi : quatre ateliers collaboratifs ont été réalisés sur chacune des thématiques afin d'élaborer des propositions sur les enjeux et les actions à mettre en œuvre.

- **Émancipation** : Éducation, culture, sport : s'épanouir pour devenir un citoyen acteur de son territoire
- **Emploi** : Formation, insertion et entrepreneuriat pour créer son avenir socioprofessionnel
- **Transitions** : Vers un environnement durable, une éco-responsabilité pour des habitants et des mobilités sobres, modernes et naturelles
- **Sécurité et prévention** : Agir pour un cadre de vie apaisé et sécurisé pour tous.





Le volet emploi a été travaillé en trois sous-axes :

## **1) Emploi-formation**

Le contrat de ville du Grand Reims intègre plusieurs actions pour favoriser l'accès à l'emploi des habitants des quartiers de la politique de la ville, en lien avec les partenaires de l'emploi et de l'insertion professionnelle (Pôle Emploi, Mission Locale, Région Grand Est, Département de la Marne, etc.).

La logique globale du contrat de ville n'est donc pas de saupoudrer le territoire d'actions isolées mais d'agir comme animateur au sein du bassin dont les QPV font partie. La réflexion menée a consisté à échanger sur comment rendre plus lisibles les dispositifs de droit commun.

### Quels sont les constats et enjeux ?

1. Enjeu de visibilité des dispositifs existants /faire connaître le droit commun, lisibilité
2. Enjeu de complémentarité/ de collaboration/ de confiance
3. Enjeu de facilitation de l'accès à l'information
4. Enjeu d'identification, d'accompagnement des prescriptions
5. Enjeu de capter et garder les publics
6. Enjeu d'identification, les métiers en tension et de les communiquer aux associations pour qu'elles puissent orienter leur action
7. Enjeu d'accès à l'apprentissage et l'alternance
8. Enjeu de mieux intégrer le monde de l'entrepreneuriat pas uniquement les publics
9. Amélioration du traçage de la réorientation des publics

### Quelles propositions ?

1. Kit de 1er secours → boîte à outils
2. Décloisonner les dispositifs
3. S'orienter vers un guichet unique numérique qui permettrait de faciliter l'accès à l'information
4. Mettre en place un répertoire commun des acteurs de la politique de la ville à l'échelle de Reims
5. Organiser des rencontres entre les acteurs pour échanger, partager sur les dispositifs mis en œuvre existants
6. Proposer l'organisation de points d'information mobiles pour « aller vers »
7. Dating → préparation aux entretiens et stage
8. Développer des dispositifs de préparation à l'apprentissage, à l'alternance
9. Convention pour faciliter la transmission des données

## **2) L'entrepreneuriat**

L'enjeu de ce thème est de consolider et développer les réponses en termes d'accompagnement pré création et post création, en matière de conseil, de formation, de financement. Pour cela une réflexion a été menée sur comment mieux communiquer sur l'existant et accompagner les futurs entrepreneurs.

### Quels sont les constats et enjeux ?

1. Enjeu d'identification des structures d'accompagnement d'entrepreneurs qui existent
2. Enjeu de formation des référents des structures en charge de l'accompagnement et de l'insertion des personnes
3. Enjeu d'identification des aides financières existantes
4. Enjeu de désacraliser le parcours « entrepreneur » qui peut apparaître inaccessible
5. Enjeu de donner envie pour créer l'évolution
6. Travailler sur l'accompagnement pour l'après-crédation

### Quelles propositions ?

1. Hachaton de la création → pour ses idées
2. Coordonner les acteurs en charge de l'entrepreneuriat
3. Lancer une communication sur ce sujet à l'échelle des QPV
4. Dupliquer le dispositif « entreprendre pour apprendre » qui est développé dans le domaine scolaire
5. Fabrique de l'inspiration ouvert à tous les quartiers
6. Partager l'expérience de parcours réussis
7. Intégrer dans les forums l'entrepreneuriat
8. Former les créateurs à la comptabilité, la gestion

### **3) L'Économie sociale et solidaire**

Le terme d'économie sociale et solidaire regroupe un ensemble de structures qui reposent sur des valeurs et des principes communs : utilité sociale, coopération, ancrage local adapté aux nécessités de chaque territoire et de ses habitants. Leurs activités ne visent pas l'enrichissement personnel mais le partage et la solidarité pour une économie respectueuse de l'homme et de son environnement. Les échanges ont consisté à s'interroger sur l'identification des initiatives ESS et l'accompagnement au développement de l'ESS.

#### Quels sont les constats et enjeux ?

1. Enjeu de réemploi
2. Enjeu de mieux identifier l'écosystème ESS et de le valoriser
3. Identification besoins existants en associant les bailleurs sociaux

#### Quelles propositions ?

1. Boutique de réemploi, de collecte et de vente → alimenter les chantiers d'insertion
2. Toutes les structures ESS devraient intégrer un collectif pour plus de visibilité et de force de frappe



## 1) L'amélioration des mobilités et des déplacements

### Quels sont les constats et enjeux ?

1. Les transports en communs sont performants et permettent la combinaison des différents modes de déplacements. Les QPV sont bien desservis.
2. La forte fréquentation et l'insécurité qui y règne parfois sont néanmoins des freins à leur usage (personnes seules, notamment les femmes et filles, horaires tardifs ou heures de pointes)
3. Les conflits d'usage sont nombreux et fréquents entre les 2-roues et les automobilistes : il faut sécuriser les pistes cyclables et « donner confiance ». Le cycliste doit de son côté améliorer sa visibilité, notamment en période hivernale.
4. L'accessibilité au TC et la pratiques du vélo ou de la trottinette pour des personnes en situation de handicap et des parents de jeunes enfants en poussettes est limitée.
5. Le réseau de bus/tramway ne permet pas de desservir toutes les zones d'emploi aux heures d'embauche et de sortie des entreprises. La distance au lieu d'emploi peut-être trop important pour la pratique du vélo par des non-sportifs.
6. Les jeunes ne pratiquent plus le vélo, certains utilisent la trottinette et il faudrait également favoriser l'usager des rollers et tout simplement de la marche.
7. Se déplacer à vélo est un moment de rupture dans la journée. Développer les infrastructures adaptées et sécurisées.
8. Le « savoir rouler » est une priorité nationale. Le parc de vélo de la collectivité est toutefois insuffisant. Lorsqu'il est rattaché à un collège, son entretien n'est pas prévu ni pris en charge (exemple au Collège François Legros).
9. Les ateliers de réparation sont insuffisants. Seule l'association Vél'Oxygène propose cette activité.
10. Chiffres de la Direction des mobilités et des transports fournit des chiffres : les habitants des quartiers sont ceux qui utilisent le plus les transports en commun (20% contre 9% en Centre-ville).
11. Parallèlement, il faut pouvoir former tous les usagers potentiels des modes doux y compris les moins jeunes qui voudraient changer de modes de déplacement mais n'ont jamais appris à rouler en ville.
12. La question du stockage et du stationnement est primordiale pour développer l'usage du vélo, notamment en QPV (vols, dégradations).
13. L'électrification des voitures individuelles tend à battre en brèche l'argument de l'écologie et de la lutte contre la pollution de l'air
14. Les actions et interventions s'inscrivent dans la cadre de la stratégie bas carbone du GR.
15. Les parents refusent que leurs ados prennent les transports en commun ou vélos pour des raisons de sécurité.
16. Problème de la configuration de Reims avec de véritables « coupures urbaines » à prendre en compte dans les plans de déplacements.

### Quelles propositions ?

1. Mettre en place un atelier « à la place de ... » : rencontre où l'automobiliste prend la place du cycliste, du piéton ou de l'utilisateur de trottinette, et inversement = sensibilisation aux modes de déplacements des autres usagers de l'espace public.
2. Développer un « *permis dédié à la pratique des modes doux* » : formation qui permettrait aux usagers de bénéficier d'un financement pour l'achat ou la réparation du 2-roues. L'action pourrait s'appuyer sur les écoles, collèges, lycées et surtout les facultés et grandes écoles (quand les étudiants ont le permis ils ont tendance à prendre la voiture) mais aussi sur d'autres supports comme les fédérations de sport (cyclisme, roller...).
3. Valoriser la pratique des mobilités douces ou actives, récompenser les pratiquants.

4. Poser des arceaux vélo, travailler avec les bailleurs et la collectivité pour aménager des lieux de stockage sécurisés
5. Mettre en place des actions artistiques pour créer des lieux de stockage où on a envie d'aller.
6. Penser le réemploi des vélos, trottinettes, fauteuils roulants (ESS).
7. Utiliser/aménager les caves condamnées des bailleurs pour des garages à vélos, trottinettes.
8. Se déplacer la nuit est un sujet : développer le transport à la demande la nuit.
9. Favoriser les « ambassadeurs » des mobilités douces dans les quartiers : services civiques avec les habitants et les jeunes.

## 2) La transition numérique

### Quels sont les constats et enjeux ?

1. Le tout numérique a coupé des ayant droit des services sociaux et des aides financières.
2. Il faut absolument maintenir et remettre de l'humain, car le tout numérique serait encore plus clivant. Il est nécessaire de mettre en place des permanences et rassurer les populations.
3. Les mesures sanitaires mises en place durant la pandémie de COVID en 2020/2021 a entraîné une forte perte du contact humain, renforçant encore l'isolement.
4. La fracture numérique ne concerne pas que les personnes âgées mais aussi les jeunes qui sont hyper connectés mais seraient incapables de faire des démarches en ligne. Les jeunes ne seraient pas tous capables de prendre de la distance ou faire le tri par rapport à la masse d'informations reçue chaque jour. Ils vivent avec un smartphone vissé à la main mais ne savent se servir que de quelques applications. Addiction aux écrans et harcèlement.

### Quelles propositions ?

1. S'appuyer sur les événements culturels, les acteurs existants (ou à aller chercher) pour repérer les personnes en difficulté avec l'usage du numérique dans la vie quotidienne (mails, démarches administratives en lignes, accès aux droits...) isolées ou repliées sur elle-même Il serait possible de s'appuyer sur : fête des voisins, acteurs associatifs, commerces de proximité, maisons France services.
2. Formation et éducation des jeunes (et moins jeunes) aux médias pour apprendre à détecter les fake news ou prendre de la distance avec les théories complotistes (lien à faire avec les actions en matière de sécurité/préventions de la délinquance).
3. Favoriser le réemploi des ordinateurs, téléphones (comme le propose l'association Emmaüs Connect).
4. Remettre de l'humain dans les quartiers comme le propose la Conciergerie Solidaire.
5. Mettre en place de la MEDIATION.
6. Favoriser l'accès aux droits de chacun.
7. Transition sociale : que les personnes se rencontrent.

## 3) La santé humaine

### ***Comment former à la détection et à l'accompagnement des problématiques de santé mentale et de conduite addictive ?***

#### Quels sont les constats et enjeux ?

1. Les dispositifs de droit commun en matière de santé sont existants et suffisants d'après les acteurs sociaux rémois. (Contrat Local de Santé)
2. Le contrat de ville ne doit pas faire de la santé (au sens médical du terme) une priorité majeure d'action mais plutôt travailler le bien-être, l'accompagnement du médical.
3. La Direction de la jeunesse de la ville de Reims a réalisé un annuaire sur la santé mentale des jeunes qu'elle a diffusé auprès des professionnels de santé dans les quartiers.



### Quelles propositions ?

1. « Aller vers », repérer et orienter les publics vers les structures adaptées : faire des actions de sensibilisation « hors les murs », en s'associant au CLS.
2. Accompagner en ouvrant vers d'autres pratiques non médicales mais permettant de repérer des situations d'addiction ou de difficultés mentales : culturelles, sportives
3. Il faut accompagner le contrat local de santé de manière transversale, sans s'appuyer sur un traitement médical mais en orientant sur le bien-être.
4. Mener des actions sportives ou culturelles (avec tout public) qui permettent de travailler sur le bien-être, la gestion du stress, de libérer la parole ou de sensibiliser à la détection des handicaps ou addictions.

### ***Comment tendre vers l'accès à une nourriture plus saine et équilibrée ?***

#### Quelles propositions ?

1. Promouvoir les jardins partagés à condition d'y adjoindre un accompagnement social fort
2. Récupérer les invendus de fin de marché, trier et redistribuer immédiatement les fruits et légumes sur place sans aucune condition (ex : la table lutonnaise). Voir pour dupliquer l'action de la Table Lutonnaise à d'autres marchés de la ville de Reims, et faire connaître cette action dans les QPV (à croiser avec la problématique des mobilités et de la lutte contre l'isolement).
3. Développer les commerces de proximité, les circuits courts.
4. Accompagner vers une transition de la consommation.
5. Installer dans les quartiers des « centrales d'achat » type association VRAC pour permettre des prix compétitifs.
6. Impulser des projets dans un temps plus long : 3 ans par exemple.
7. Donner accès aux AMAP.
8. La ville propose déjà des petits déjeuners dans les écoles primaires.

## **4) La transition écologique**

### Quels sont les constats et enjeux ?

1. Une cartographie des îlots de chaleur est en cours par le Grand Reims et Météo France. Elle permettra de répertorier les secteurs d'interventions prioritaires, notamment sur les espaces ouverts au public.
2. Il faudrait également intégrer la problématique du confort d'été et d'hiver à l'intérieur des logements avec les problèmes santé qui peuvent être liés (humidité, ventilation, aération ...)
3. Les habitants des QPV sont en première ligne du dérèglement climatique avec des logements pas toujours adaptés, peu d'espaces verts, peu d'accès à des espaces climatisés. Ils subissent aussi les incivilités qui démoralisent ceux qui veulent faire attention au geste de tri par exemple.
4. Les associations qui veulent mener des actions sont parfois freinées par les démarches administratives, notamment quand il s'agit de travailler sur l'espace public.

### Quelles propositions ?

1. La formation aux écocitoyens, la pédagogie et la communication sur les comportements tendant à améliorer les pratiques (alimentaires, déchets, modes doux...) est un axe à privilégier.
2. Formation aux bons comportements et écocitoyens en lien avec les bailleurs sociaux, propriétaires des logements.
3. Faire de l'information sur la biodiversité, la qualité des sols, le respect du vivant : développer la culture scientifique, notamment chez les jeunes, pour comprendre les phénomènes climatiques en cours
4. Sensibiliser au beau, à l'esthétique des paysages, car on respecte mieux ce que l'on connaît.
5. Aménager les espaces publics naturels avec les habitants. Que les habitants participent, prennent plaisir, ce qui créera un « retour sur investissement » !
6. Des nouveaux métiers de nature vont se créer, les saisir.
7. « Renaturer » la ville et les quartiers.



## **1) Soutien à l'émancipation**

### Quels sont les constats et enjeux ?

1. Développer de nouvelles activités extra et périscolaire, notamment en accès libre (sans adhésion à une association ou structure).
2. Aider à lever des freins (financiers, mobilités).
3. Ecoute directe des habitants.
4. Diagnostic partagé de l'existant et capacité d'adaptation de l'existant.
5. Lutter contre le non-recours aux droits : cantine, primes, santé...
6. Quartier non couverts / non dotés d'équipements culturels et éloignés des équipements existants.
7. Absence de médecine préventive dès le plus jeune âge via les établissements scolaires.
8. Travailler sur l'émancipation des femmes.
9. Soutenir la mobilité des collégiens.
10. Accompagner la parentalité dès le plus jeune âge.
11. Repenser les moyens de communication entre l'école et les familles (fracture du numérique avec one et ENT, désinstitutionnaliser les échanges, renforcer des moments de convivialité).
12. Renforcer la notion d'accompagnement par parcours (complémentarité des actions).
13. Développer des lieux neutres de convivialité permettant de lutter contre le repli sur le foyer.

### Quelles propositions ?

1. Renforcer les moyens humains en termes de coordination et médiation.
2. Mettre en place des outils, instances de coordination et coopération au sein des quartiers et inter quartier.
3. Adapter les moyens financiers afin de soutenir des parcours d'actions (redondance du financement de certaines actions/associations).
4. Culture : développer des outils de médiation et favoriser la mobilité est/ouest.
5. Encourager et valoriser la médiation par les pairs.
6. Accompagner et soutenir un retour à la médecine préventive dans les établissements scolaires.
7. Expérimenter des actions palliant la carence de professionnels spécialisés (orthophoniste, pédo-psy...).
8. Accompagner la mobilité des jeunes et habitants : mise en place de médiateurs mobilité.
9. Rendre les habitants acteurs.

## **1) Aller vers pour favoriser l'émancipation**

### Quels sont les constats et enjeux ?

1. Récurrence des actions d'aller vers : tout au long de l'année.
2. Formaliser des lieux de vie afin de penser l'aller vers venant des habitants.
3. Entrer dans les établissements scolaires.
4. Rapprocher les offres des publics.
5. Service de proximité.
6. Moyens humains dédiés à l'aller vers.
7. Médiation et communication identifiées et identifiables par les habitants.

### Quelles propositions ?

1. Mise en place de locaux partagés et mutualisés.
2. Repenser et redévelopper les moyens humains et financiers.
3. Permettre de nouvelles formes de coopération entre l'Education nationale et les acteurs des territoires (partage des pratiques et des informations partenariales, intervention des acteurs extérieurs dans les établissements et intervention des établissements scolaires dans les actions du territoire).

4. Rapprocher les offres des publics : développer des outils innovants, mobiles et adaptables (exemple musée mobile). Développer la médiation.

## **2) Faire venir**

### Quels sont les constats et enjeux ?

1. Tisser et renouer le lien de confiance direct avec les habitants dans la durée.
2. Redonner la « bonne » place aux habitants.
3. Faire savoir et transmettre l'information.

### Quelles propositions ?

1. Renforcer la coordination et le collectif : faire ensemble.
2. Rendre les habitants acteurs.
3. Développer l'accompagnement individuel : médiation par l'humain. Comment pallier le déficit actuel de professionnels dans certains domaines ?
4. Encourager des espaces de discussions et de paroles pour connaître les besoins des habitants et identifier les freins.
5. Propositions transverses aux 3 ateliers :
6. Moyens humains au service de la médiation pour rapprocher les offres des publics.
7. Développer des lieux de vie neutre pour les habitants (lieux de rencontres pour tous).
8. Soutenir la coordination, parcours, réseaux.
9. Favoriser l'implication des habitants.
10. Lutter contre le sentiment de délaissement



- 6) La prévention doit concerner les jeunes dès 8 ans
- 7) Développer des actions de prévention en addictologie
- 8) Développer de la prévention en utilisant les réseaux sociaux afin de s'adapter aux modes de communication qui sont utilisés par les jeunes et enrayer les phénomènes de violence (exemple créer des « influenceurs de la prévention », faire connaître e.enfance)
- 9) Sensibiliser les parents sur les conséquences de la mauvaise utilisation des réseaux sociaux
- 10) Créer des liens entre les différentes structures qui travaillent avec les jeunes afin de créer un réseau d'acteurs
- 11) Développer les moyens humains : avoir des adultes présents sur les territoires pour que les jeunes aient des référents
- 12) Favoriser la collaboration des acteurs de terrain : développer des réunions entre acteurs de terrain et partager sur les situations des jeunes positives ou négatives
- 13) Maintenir, valoriser les séjours et les visites (théâtre...)

## **2) Occupation des espaces publics**

Maintenir la tranquillité résidentielle et la qualité de vie et de ville des habitants sont des conditions essentielles pour accompagner la métamorphose des quartiers engagés avec le nouveau programme de renouvellement urbain.

Outre les actions de sécurisation conduites par les autorités publiques et les bailleurs sociaux, la politique de la ville rémoise (par le NPRU ou le contrat de ville) favorise les conditions d'une émergence de l'initiative citoyenne en faveur du bien vivre-ensemble, encourage les solidarités de voisinage, susciter l'appropriation positive des espaces publics. L'enjeu est d'occuper positivement cet espace et de rendre les habitants acteurs des actions proposées.

### Quels sont les constats et enjeux ?

1. Occuper l'espace public
2. Animation de rues
3. Se servir des initiatives locales qui fonctionnent (valoriser)

### Quelles propositions ?

1. Permettre des moments de rencontre où le lien se crée entre les habitants. Lien social = ciment de la société
2. Protéger les habitants dans l'espace public
3. Réaliser des actions hors les murs pour favoriser l'occupation de l'espace public
4. Parler de ce qui va bien dans les territoires pour valoriser les actions et contrecarrer les images négatives
5. Réinventer l'animation de rue